

Convention collective départementale

IDCC : 714. – **INDUSTRIES DU TRAVAIL DES MÉTAUX
(MOSELLE)**

(1^{er} février 1973)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 30 JUIN 2006
RELATIF À LA MODIFICATION DE LA CONVENTION

NOR : *ASET0650840M*

IDCC : 714

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de la Moselle,

D'une part, et

Le syndicat départemental des métaux de la Moselle CFTC ;

L'union des syndicats des métaux de la Moselle FO ;

La CFE-CGC métallurgie Lorraine,

D'autre part,

il a été convenu d'apporter les modifications suivantes à l'avenant « Mensuels » de la convention collective de l'industrie du travail des métaux de la Moselle.

Article 1^{er}

Au point 3 de l'article 27, le terme « huit » est supprimé et remplacé par « six ».

Article 2

Le point 1 de l'article 30 est supprimé et remplacé par :

« 1. Appel de préparation à la défense nationale

Tout salarié ou apprenti, âgé de 16 à 25 ans, qui doit participer à l'appel de préparation à la défense, bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle d'un jour. Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de per-

mettre au salarié ou à l'apprenti de participer à l'appel de préparation à la défense. Elle n'entraîne pas de réduction de rémunération. Elle est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination de la durée de congé annuel. »

Le point 2 de l'article 30 est supprimé.

Le point 3 de l'article 30 devient le point 2.

Article 3

Le point 5 de l'article 31 est supprimé.

Article 4

Le point 2 de l'article 32 est supprimé.

A L'article 32, les termes : « 1. Dispositions générales » sont supprimés.

Article 5

Au 7^e paragraphe de l'article 34, le terme : « Notamment » est supprimé.

Au 7^e paragraphe de l'article 34, les termes : « L'examen comportera une radioscopie. Cette visite médicale aura pour but de permettre l'embauchage du candidat à un emploi qui ne porte pas préjudice à sa santé ou à celle de son entourage. » sont supprimés.

Au 12^e paragraphe de l'article 34, les termes : « Dans le cas où aucun emploi ne peut être offert à l'intéressé, le contrat de travail sera considéré comme rompu du fait de l'employeur sans que ceci puisse être considéré comme rupture abusive de la part de l'employeur. » sont supprimés.

Article 6

Au point 4 de l'article 36, les termes : « soit l'intéressé a moins de 37,5 années d'assurance au sens de l'ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982 sur l'abaissement de l'âge de la retraite, soit l'intéressé » sont supprimés et remplacés par : « l'intéressé ne justifie pas du nombre de trimestres nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein au sens des articles L. 351-1 à L. 351-5 du code de la sécurité sociale ou s'il ».

Article 7

L'article 38 est supprimé.

Article 8

Le dernier paragraphe de l'article 39 est supprimé et remplacé par :

« Le salarié licencié pour motif économique bénéficie d'une priorité de réembauchage durant un délai de 1 an à compter de la date de rupture de son contrat s'il manifeste le désir d'user de cette priorité au cours de cette année. »

Article 9

Les modifications apportées par le présent accord aux articles 27, 30, 31, 32, 34, 36, 38 et 39 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de l'industrie du travail des métaux de la Moselle n'ont pas pour effet de rendre ces 8 articles dérogeables au sens de l'article L. 132-23, alinéa 4, du code du travail.

Fait à Metz, le 30 juin 2006.

(Suivent les signatures.)